



Industrie
Canada

Industry
Canada

Direction générale de la petite entreprise



Les provinces canadiennes

Édition spéciale :

Principales statistiques relatives
aux petites entreprises

Septembre 2013

www.ic.gc.ca/statistiquespe

Canada

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, (braille et gros caractères) sur demande. Communiquer avec les :

Services du multimédia
Direction générale des communications et du marketing
Courriel : CMB-Multimedia-DGCM@ic.gc.ca

Cette publication est également offerte par voie électronique en version HTML (www.ic.gc.ca/statistiquespc).

Si vous avez des questions ou des commentaires au sujet du contenu de cette publication, veuillez nous les faire parvenir par courriel à smers-rspm@ic.gc.ca.

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

N° de cat. Ju186-1/2013-2F-PDF
ISSN 1718-3472

Also available in English under the title *The Canadian Provinces, Special Edition: Key Small Business Statistics*, September 2013

Table des matières

2	Avant-propos
2	Points saillants
4	Comment définit-on et classe-t-on les entreprises?
5	Introduction
6	Partie A : Nombre d'établissements commerciaux, répartition rurale-urbaine et emplois attribuables aux PME
6	<i>Nombre d'établissements commerciaux</i>
7	<i>Répartition rurale-urbaine des PME</i>
8	<i>Les emplois attribuables aux PME</i>
9	Partie B : Compte rendu des propriétaires de PME sur la croissance
14	Partie C : Les PME et l'innovation
19	Partie D : Les PME sur les marchés internationaux
19	<i>L'exportation au sein des PME</i>
20	<i>Marchés d'exportation des PME</i>
22	<i>Projets d'expansion des PME sur les marchés internationaux</i>
23	<i>L'importation au sein des PME</i>
24	Partie E : Demandes de financement externe des PME
27	Partie F : Profil démographique des propriétaires de PME
27	<i>Femmes entrepreneures</i>
28	<i>Âge des entrepreneurs</i>
30	<i>Entrepreneurs immigrants</i>
31	<i>Niveau d'éducation et années d'expérience des entrepreneurs</i>
33	Conclusion

Avant-propos

Cette publication spéciale *Les provinces canadiennes*, qui complète la publication annuelle *Principales statistiques relatives aux petites entreprises*, offre au lecteur un portrait des petites et moyennes entreprises (PME) des provinces canadiennes mettant l'accent sur la diversité à l'intérieur des frontières nationales. Le présent document s'appuie sur des données tirées de l'*Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises* de 2011¹, du *Registre des entreprises*, 2012² et de l'*Enquête sur la population active*, 2012³ de Statistique Canada.

Cette nouvelle édition ainsi que les publications antérieures sont affichées dans le site Web Recherche et statistique sur la PME (www.ic.gc.ca/recherchePME).

Points saillants

Nombre de PME par millier d'habitants en âge de travailler

- Quoique plus de la moitié des PME au Canada soient concentrées en Ontario et au Québec, c'est l'Alberta et la Saskatchewan qui comptent le plus grand nombre de PME par rapport à la population totale en âge de travailler (15 ans ou plus), à savoir 50,3 PME par millier d'habitants en Alberta et 47,8 en Saskatchewan.

Emplois

- Alors que 89,9 % des emplois sont attribuables aux PME à l'échelle du pays, c'est à l'Île-du-Prince-Édouard (94,3 %) et en Nouvelle-Écosse (94,1 %) que cette proportion est la plus élevée.

Profil de croissance

- La Saskatchewan arrive en tête pour ce qui est de la proportion de PME à forte croissance (13,2 %), suivie de l'Alberta (9,3 %) et de la Colombie-Britannique (9,2 %).

1. www.ic.gc.ca/eic/site/061_nsf/fra/h_02774.html.

2. www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=1105&Item_Id=51930&lang=fr.

3. www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=3701&Item_Id=103716&lang=fr.

Innovation

- Entre 2009 et 2011, 37,8 % des PME canadiennes ont déclaré avoir mené au moins un projet d'innovation au cours des trois années précédentes. C'est en Ontario (44,2 %) et au Manitoba (40,9 %) que cette proportion est la plus élevée.

Exportation

- Bien que les États-Unis constituent un marché pour près de 90 % des PME canadiennes exportatrices, celles-ci exportent dans toutes les régions du monde. C'est la Colombie-Britannique qui affiche la plus forte diversification des marchés d'exportation hors États-Unis.

Demandes de financement externe

- Au Québec, 16 % de la valeur totale des montants approuvés provenait des institutions financières publiques et des programmes gouvernementaux, comparativement à moins de 6 % dans toutes les autres régions du Canada.

Profil démographie des propriétaires

- La plus grande proportion de PME détenues en partie par des femmes se retrouve dans les Prairies (53,7 %), et c'est au Québec (37,8 %) qu'elle est la plus faible.
- C'est en Saskatchewan (17,2 %) que l'on trouve la plus grande proportion de PME dirigées par de jeunes entrepreneurs (moins de 40 ans).
- C'est en Colombie-Britannique (28,6 %) que la proportion de PME ayant des propriétaires majoritaires nés à l'extérieur du Canada est la plus élevée.
- En moyenne dans les provinces canadiennes, plus de la moitié des PME ont un propriétaire majoritaire qui possède un diplôme d'études postsecondaires. Cette proportion est la plus élevée en Alberta (70,9 %) et en Ontario (70,8 %).

Comment définit-on et classe-t-on les entreprises?

Le terme « entreprise » s'entend d'un établissement commercial. Pour qu'un établissement commercial puisse être comptabilisé dans la population cible du présent document, il devait répondre aux critères suivants : compter au moins un employé rémunéré (versement de retenues salariales à l'Agence du revenu du Canada – ARC), avoir un chiffre d'affaires annuel d'au moins 30 000 \$, être constituée en société et avoir produit au moins une déclaration fédérale de revenus des sociétés au cours des trois dernières années. Par conséquent, puisque l'unité d'analyse est l'entreprise avec employés rémunérés, cette définition exclut les travailleurs autonomes⁴ et les entreprises « indéterminées »⁵. Également exclues de l'analyse sont les entreprises des secteurs suivants : les administrations publiques, y compris les écoles et les hôpitaux; les services publics; et les associations sans but lucratif⁶.

La taille d'un établissement commercial se définit de diverses façons, notamment selon le chiffre d'affaires annuel de l'entreprise, la valeur de ses expéditions annuelles, son revenu annuel brut ou net, la taille de ses actifs, ou encore le nombre de ses employés. Parmi ces mesures, la définition qui s'appuie principalement sur le nombre d'employés est la plus souvent utilisée. En effet, le nombre d'employés est une donnée que les agences statistiques peuvent assez facilement recueillir et permet d'effectuer des comparaisons internationales sur une base commune. Par conséquent, dans le présent rapport, une PME est définie comme un établissement commercial qui compte entre 1 et 499 travailleurs rémunérés, plus spécifiquement :

- une petite entreprise compte de 1 à 99 employés rémunérés⁷;
- une entreprise moyenne compte de 100 à 499 employés rémunérés;
- une grande entreprise compte 500 employés rémunérés ou plus.

4. Les travailleurs autonomes peuvent être ou non constitués en société et recourir ou non à une aide rémunérée.

5. Les entreprises « indéterminées » comprennent des travailleurs autonomes et contractuels.

6. Voir aussi les exclusions liées à la population cible de l'*Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

7. On constate également au sein de ce groupe d'autres décompositions. Par exemple, les entreprises comptant de 1 à 4 employés sont définies comme étant des micro-entreprises.

Introduction

Le Canada est caractérisé par une très grande diversité, tant sur le plan économique que politique. Les ressources naturelles situées à l'intérieur des frontières provinciales et les pouvoirs discrétionnaires des provinces en matière de fiscalité et d'aide aux entreprises sont autant de facettes de cette diversité qui caractérise la réalité économique canadienne. Comme le montrera le présent rapport, le Canada formé des provinces est un ensemble de parties hétérogènes plutôt qu'un tout homogène. Les données sont donc présentées et expliquées en mettant l'accent sur les particularités provinciales. Compte tenu des statistiques disponibles, ce rapport n'inclut pas de données sur les territoires, seulement sur les 10 provinces canadiennes.

Le rapport est organisé en six parties. La partie A présente des données sur le nombre de PME, leur répartition rurale-urbaine et les emplois du secteur privé attribuables aux PME. La partie B présente des données sur la croissance des PME. La partie C présente des données sur l'innovation. La partie D porte sur les stratégies des PME à l'égard des marchés internationaux. La partie E présente des données sur le démarrage d'entreprise et le financement externe des PME. Enfin, la partie F dresse un profil démographique des propriétaires majoritaires et directeurs généraux de PME.

Partie A : Nombre d'établissements commerciaux, répartition rurale-urbaine et emplois attribuables aux PME

Nombre d'établissements commerciaux

En 2012, le nombre de petites entreprises (comptant moins de 100 employés) dans les provinces canadiennes se chiffrait à 1,08 million d'établissements commerciaux, alors que le nombre de moyennes entreprises (comptant entre 100 et 499 employés) se chiffrait à 18 112 établissements (tableau 1). Puisque l'on comptait 1 565 grandes entreprises dans les provinces pour un total d'environ 1,10 million d'établissements commerciaux avec employés, les PME représentaient près de 99,9 % de l'ensemble des entreprises avec employés (98,2 % pour les petites entreprises et 1,6 % pour les moyennes entreprises). Cette distribution est similaire dans l'ensemble des provinces du Canada.

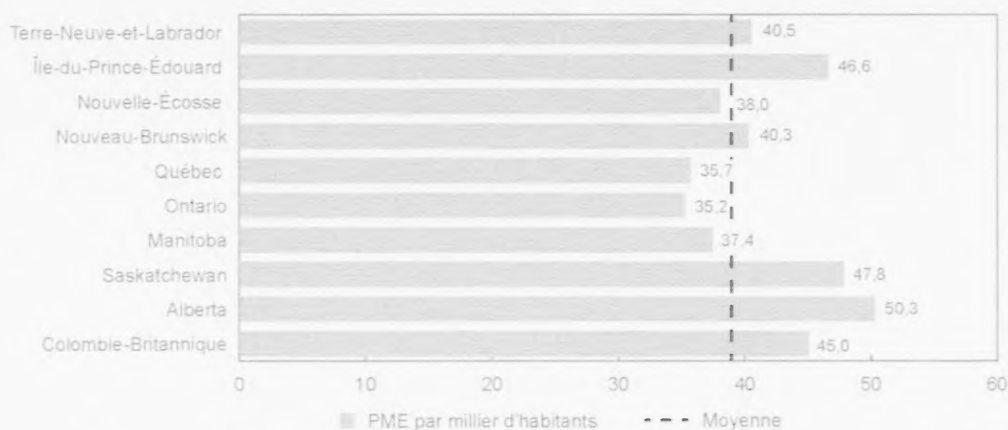
Tableau 1 : Les établissements commerciaux selon la taille de l'entreprise

Province	Établissements commerciaux avec employés	Petites entreprises (de 1 à 99 employés)	Moyennes entreprises (entre 100 et 499 employés)	Grandes entreprises (500 employés et plus)	Pourcentage de petites et moyennes entreprises
Toutes les provinces	1 104 213	1 084 536	18 112	1 565	99,9
Terre-Neuve-et-Labrador	17 335	17 090	233	12	99,9
Île-du-Prince-Édouard	5 615	5 547	64	4	99,9
Nouvelle-Écosse	29 686	29 179	468	39	99,9
Nouveau-Brunswick	24 992	24 582	386	24	99,9
Québec	236 688	232 531	3 830	327	99,9
Ontario	389 116	381 001	7 437	678	99,8
Manitoba	35 980	35 298	622	60	99,8
Saskatchewan	38 749	38 264	457	28	99,9
Alberta	154 495	151 866	2 397	232	99,8
Colombie-Britannique	171 557	169 178	2 218	161	99,9

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2012.

La figure 1 montre le nombre de PME relativement à la population totale en âge de travailler (15 ans ou plus) dans les provinces. En utilisant ce ratio, on compte en moyenne environ 39 PME par millier d'habitants. C'est en Alberta (50,3), en Saskatchewan (47,8) et à l'Île-du-Prince-Édouard (46,6) que l'on compte le plus grand nombre de PME par rapport à la population totale en âge de travailler, et c'est dans les deux provinces les plus peuplées, à savoir l'Ontario (35,2) et le Québec (35,7), que l'on en trouve le moins.

Figure 1 : Nombre de PME par millier d'habitants en âge de travailler

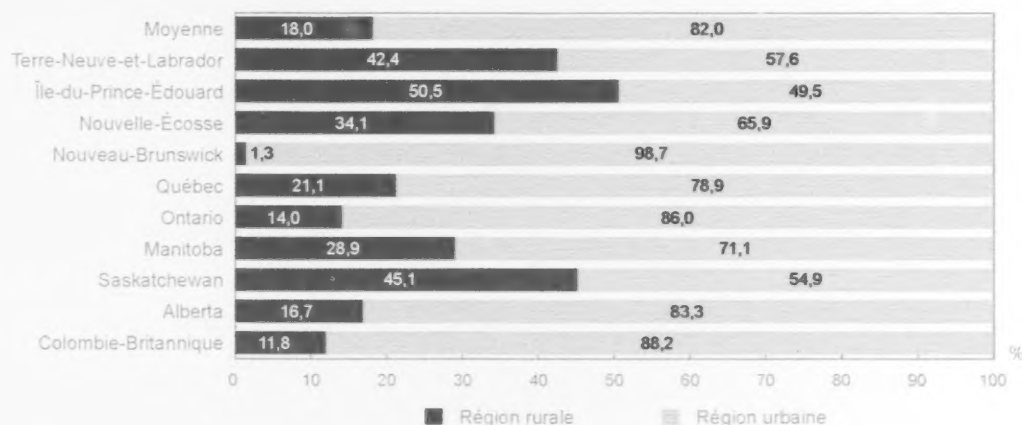


Sources : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2012 ; Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2012; et calculs d'Industrie Canada.

Répartition rurale-urbaine des PME

Selon Statistique Canada, une région urbaine est une région comptant au moins 1 000 habitants et ayant une densité de population d'au moins 400 habitants au kilomètre carré. Les régions rurales correspondent aux régions qui ne satisfont pas à ces critères. La figure 2, qui donne la répartition des PME canadiennes selon le type de région (rurale ou urbaine) où l'entreprise est physiquement située, montre que les PME sont en très grande majorité situées en région urbaine (82 %). C'est particulièrement le cas au Nouveau-Brunswick (98,7 %) et en Colombie-Britannique (88,2 %). Dans d'autres provinces toutefois, une part importante de PME est située en région rurale. C'est le cas notamment à l'Île-du-Prince-Édouard (50,5 %), en Saskatchewan (45,1 %), et à Terre-Neuve-et-Labrador (42,4 %).

Figure 2 : Répartition des PME selon le type de région où est physiquement localisé l'établissement commercial



Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2012.

Les emplois attribuables aux PME

Les PME dans les provinces emploient environ 10 millions de travailleurs issus du secteur privé, soit 89,9 % de l'ensemble des emplois du secteur privé (tableau 2). Les petites entreprises comptent pour 69,7 % de ces emplois. C'est à l'Île-du-Prince-Édouard (94,3 %) et en Nouvelle-Écosse (94,1 %) que les proportions d'emplois attribuables aux PME sont les plus élevées, et c'est au Québec (87,5 %) et en Ontario (88,5 %) que ces proportions sont les plus faibles.

Tableau 2 : Les emplois selon la taille de l'établissement commercial

Province	Petites entreprises (de 1 à 99 employés)	Moyennes entreprises (entre 100 et 499 employés)	Grandes entreprises (500 employés et plus)	Emploi total dans les PME	Emploi total, toutes les tailles d'entreprise	Pourcentage des emplois du secteur privé attribuables aux PME
Toutes les provinces	7 745 704	2 247 780	1 121 025	9 993 484	11 114 508	89,9
Terre-Neuve-et-Labrador	102 982	24 535	9 921	127 518	137 439	92,8
Île-du-Prince-Édouard	33 079	5 534	2 353	38 613	40 966	94,3
Nouvelle-Écosse	213 442	53 539	16 606	266 981	283 587	94,1
Nouveau-Brunswick	159 525	44 902	16 653	204 427	221 080	92,5
Québec	1 684 396	521 702	315 724	2 206 098	2 521 822	87,5
Ontario	2 887 141	949 869	497 440	3 837 010	4 334 450	88,5
Manitoba	275 847	73 749	31 316	349 596	380 913	91,8
Saskatchewan	231 064	50 544	20 123	281 608	301 731	93,3
Alberta	1 053 224	262 003	118 553	1 315 227	1 433 780	91,7
Colombie-Britannique	1 105 002	261 403	92 334	1 366 406	1 458 740	93,7

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2012.

Partie B : Compte rendu des propriétaires de PME sur la croissance

Le taux de croissance est l'un des principaux indicateurs de l'état de santé d'une entreprise. Selon les données administratives de Statistique Canada et de l'Organisation de coopération et de développement économiques, la proportion d'entreprises qui ont connu une croissance de 20 % entre 2006 et 2009 est plutôt modeste⁸. En effet, au cours de cette période, 4,6 % des entreprises de toutes tailles ont répondu à la définition de l'OCDE pour ce qui est de la croissance des revenus, et 3,1 % pour ce qui est de la croissance de l'emploi.

Si la mesure ci dessus vaut généralement pour l'ensemble des entreprises, des efforts sont faits pour mettre en évidence les petites et moyennes entreprises par des enquêtes statistiques portant sur la période entre 2009 et 2011⁹. Bien que les réponses fournies dépendent de la perception qu'ont les propriétaires du rythme de croissance de leur entreprise, les résultats de ces enquêtes apportent de nouvelles informations sur les entreprises en croissance et donnent un aperçu du classement entre les provinces.

La figure 3 montre les proportions de PME qui ont connu une croissance annuelle de leurs revenus ou de leurs ventes de 20 % ou plus entre 2009 et 2011, ainsi que les proportions de PME qui prévoient le même rythme de croissance pour la période 2012-2014. Selon les indications fournies, 7,7 % des PME, en moyenne, ont connu ce rythme de croissance entre 2009 et 2011. Cette proportion est pratiquement la même que celle des PME qui prévoient une croissance annuelle de 20 % ou plus de leurs revenus ou de leurs ventes entre 2012 et 2014 (7,5 %).

La Saskatchewan arrive en tête, tant pour ce qui est de la proportion de PME à forte croissance (13,2 %) que pour la proportion de PME qui prévoient une forte croissance (13 %). Elle est suivie de l'Alberta (9,3 % et 10,1 % respectivement) et de la Colombie-Britannique (9,2 % et 10,2 % respectivement). Les autres régions montrent des proportions moindres de PME à forte croissance, et les prévisions pour 2012-2014 sont encore plus basses, sauf au Manitoba (6,1 %).

Par ailleurs, le nombre de PME qui ont enregistré une baisse de leur revenu ou de leurs ventes entre 2009 et 2011 demeure important (16,1 %), surtout dans les secteurs de la vente en gros (20,6 %) et de la vente au détail (22,7 %).

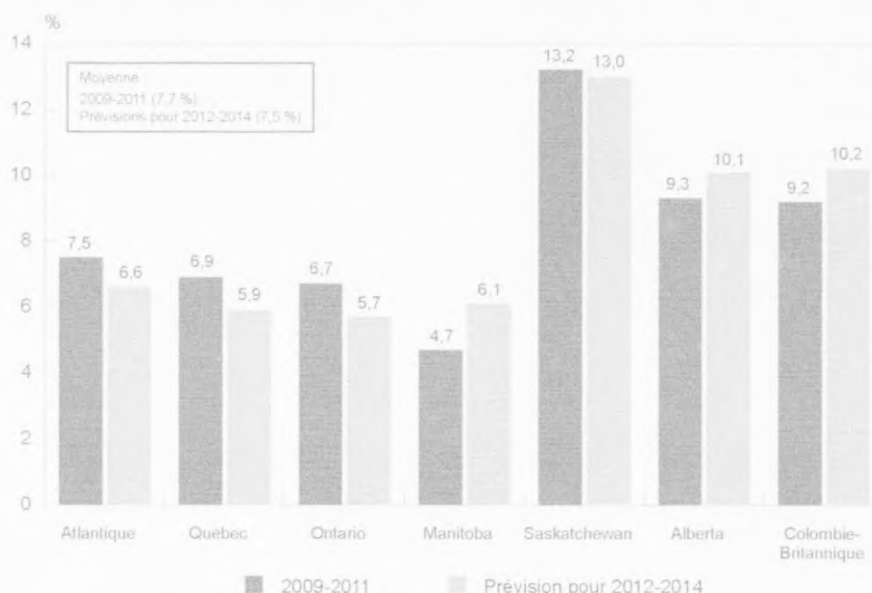
8. Source : Statistique Canada, Base de données des indicateurs de l'entrepreneuriat, décembre 2012. OCDE, *Entrepreneurship at a Glance*, 2013. Selon la définition de l'Organisation de coopération et de développement économiques, les entreprises à forte croissance sont les entreprises qui enregistrent un taux de croissance moyen, en données annualisées, de plus de 20 % par an sur une période de trois ans et qui comptent au moins 10 employés au début de la période. Cette définition s'applique aussi bien à la croissance des revenus qu'à celle de l'emploi (nombre d'employés).

9. Par exemple, l'*Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises* de 2011. Cette enquête exclut les entreprises non constituées en personne morale ayant des revenus de moins de 30 000 \$; les administrations publiques, incluant les écoles et les hôpitaux; les services publics; les organismes sans but lucratif; les filiales et sociétés associées étrangères; les coopératives; et les entreprises de financement et de location à bail.

Parmi les provinces, c'est la Colombie-Britannique (19 %) qui affiche la plus forte proportion de PME ayant subi une détérioration du revenu ou des ventes, suivie par l'Ontario (17,6 %) et le Québec (16,3 %) (figure 4). Comme pour la croissance, ce sont les PME en Saskatchewan qui ont enregistré la meilleure performance, seulement 7 % d'entre elles ayant connu une baisse de leur revenu ou de leurs ventes entre 2009 et 2011.

En ce qui concerne les prévisions de croissance des PME, seulement 6,6 % de celles-ci prévoient une détérioration de leur revenu ou de leurs ventes entre 2012 et 2014, soit une diminution d'environ 59 % par rapport à la proportion de PME qui avaient prévu une telle situation entre 2009 et 2011. En Ontario et au Manitoba, environ trois fois moins et cinq fois moins de PME respectivement prévoient une diminution de leur revenu ou de leurs ventes entre 2012 et 2014, comparativement au nombre de PME qui ont connu une telle baisse entre 2009 et 2011.

Figure 3 : Pourcentage de PME à croissance du revenu ou des ventes (20 % et plus) pour la période 2009-2011 et pourcentage de PME qui prévoient une croissance pour la période 2012-2014, par province ou région



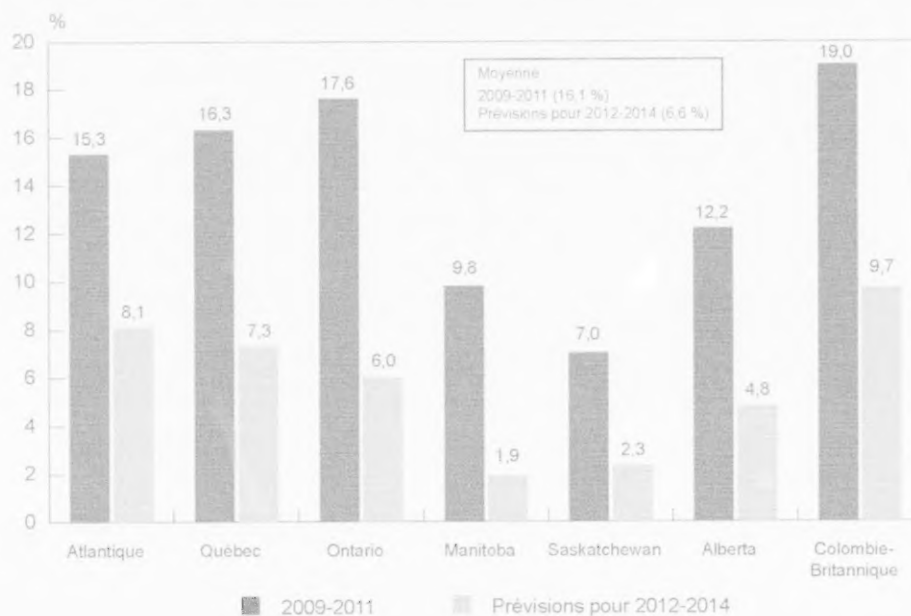
Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

L'optimisme des propriétaires de PME à l'égard de leur croissance future est mis en évidence au tableau 3, qui montre les intervalles de croissance des entreprises ainsi que les prévisions de croissance de celles-ci. Pour l'ensemble des régions, la proportion de propriétaires de PME qui prévoient une stagnation (croissance nulle) de leur revenu ou de leurs ventes entre 2012 et

2014 est considérablement inférieure à la proportion de PME qui ont connu une telle stagnation entre 2009 et 2011. En Saskatchewan, c'est environ deux fois moins de PME qui prévoient une croissance nulle en 2012-2014 par rapport à la période précédente.

Pour les deux intervalles de croissance supérieurs identifiés dans le tableau 3, soit entre 1 % et 10 % et entre 11 % et 20 %, la proportion de propriétaires de PME qui prévoient une croissance de cette ampleur entre 2012 et 2014 est supérieure à la proportion de celles qui avaient prévu une telle croissance durant la période précédente (à l'exception de la région de l'Atlantique, où les propriétaires de PME prévoient une croissance de 10,5 % entre 2012 et 2014 comparativement à une croissance 10,8 % pour la période 2009-2011).

Figure 4 : Pourcentage de PME qui ont connu une détérioration de leur revenu ou de leurs ventes durant la période 2009-2011 et pourcentage de PME qui prévoient un déclin au cours de la période 2012-2014, par province ou région



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

Tableau 3 : Répartition des PME selon le taux de croissance antérieur et le taux de croissance prévu du revenu ou des ventes de l'établissement commercial (en % des PME)

Province ou région	Croissance nulle		Entre 1 % et 10 %		Entre 11 % et 20 %	
	2009-2011	Prévisions 2012-2014	2009-2011	Prévisions 2012-2014	2009-2011	Prévisions 2012-2014
Toutes les provinces	22,1	↓ 17,7	43,6	↑ 56,2	10,5	↑ 12,1
Atlantique	16,4	↓ 14,7	50,0	↑ 60,2	10,8	↓ 10,5
Québec	23,3	↓ 20,9	42,3	↑ 54,7	11,1	↑ 11,2
Ontario	21,3	↓ 17,6	44,0	↑ 58,8	10,4	↑ 11,9
Manitoba	25,2	↓ 15,7	51,8	↑ 66,0	8,5	↑ 10,3
Saskatchewan	25,5	↓ 12,8	44,9	↑ 54,5	9,4	↑ 17,5
Alberta	20,8	↓ 17,0	47,2	↑ 55,0	10,5	↑ 13,1
Colombie-Britannique	23,9	↓ 17,3	37,4	↑ 50,5	10,5	↑ 12,4

Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer une stagnation ou un ralentissement de la croissance dans une entreprise. Comme le montrent les tableaux 4.1 et 4.2, les obstacles à la croissance peuvent être de nature interne à l'entreprise ou externe à celle-ci. Les deux principaux obstacles externes à la croissance cités par les PME canadiennes sont l'augmentation des coûts des intrants (63,2 % des PME) et l'instabilité de la demande (52,2 %), alors que les principaux obstacles internes à la croissance sont le recrutement et le maintien en fonction des employés (39 %), l'importance du temps consacré aux opérations courantes (38,4 %) et le maintien de rentrées de fonds suffisantes (37,2 %).

Les deux tableaux font cependant ressortir une grande variabilité entre les régions en ce qui a trait aux obstacles à la croissance des PME, et ce, tant pour ce qui est des obstacles externes que des obstacles internes. Le fait que certains obstacles soient prédominants dans des régions particulières témoigne de l'hétérogénéité des réalités économiques au sein du pays.

Parmi les obstacles externes, l'augmentation du coût des intrants est considérée comme un important obstacle à la croissance par les PME de la grande majorité des provinces (de 59,5 % à 82 %), mais dans une mesure moindre par les PME du Québec (48,3 %). De plus, 50 % des PME de la Saskatchewan et 43,8 % des PME de l'Alberta considèrent qu'elles font face à une pénurie de travailleurs, alors que seulement 27,6 % des PME de la région de l'Atlantique estiment que c'est le cas. L'instabilité de la demande pour les produits ou services est un autre obstacle important cité, particulièrement en Ontario (57,5 %) et en Colombie-Britannique (63,1 %).

Le recrutement et maintien en fonction des employés est considéré comme un important obstacle interne à la croissance des PME, surtout par les PME de la Saskatchewan (53,6 %) et du Manitoba (51,1 %), mais moins par les PME de la région de l'Atlantique (33,3 %). De plus, le temps consacré aux opérations courantes est considéré comme un obstacle sérieux en Colombie-Britannique (43,2 %).

et en Alberta (42,7 %) mais l'est moins au Québec (30,3 %). Finalement, le maintien de rentrées de fonds suffisantes est un important obstacle interne dans la région de l'Atlantique (41,8 %) et en Ontario (41,7 %), mais l'est moins en Saskatchewan (29,3 %) et au Manitoba (29,6 %).

Tableau 4.1 : Obstacles externes à la croissance du revenu ou des ventes de l'établissement commercial (en % des PME)

Province ou région	Pénurie de travailleurs	Instabilité de la demande pour vos produits ou services	Obtention du financement	Réglementation gouvernementale	Augmentation du coût des intrants	Intensification de la concurrence	Autre
Toutes les provinces	33,1	52,2	16,8	33,5	63,2	47,9	22,2
Atlantique	27,6	54,8	18,2	40,2	82,0	37,5	24,5
Québec	35,0	35,9	17,6	33,1	48,3	45,4	21,1
Ontario	27,9	57,5	17,7	33,9	67,6	52,8	24,4
Manitoba	37,9	47,6	7,4	31,8	65,2	49,0	17,3
Saskatchewan	50,0	44,3	10,3	23,9	59,5	39,4	19,4
Alberta	43,8	52,0	15,7	26,3	62,9	47,6	16,4
Colombie-Britannique	31,0	63,1	17,4	37,9	65,9	46,9	23,9

Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011

Tableau 4.2 : Obstacles internes à la croissance du revenu ou des ventes de l'établissement commercial (en % des PME)

Province ou région	Gestion du niveau de la dette	Maintien de rentrées de fonds suffisantes	Surveillance insuffisante des opérations de l'entreprise pour faire des changements	Connaissance insuffisante des concurrents ou des tendances du marché	Trop de temps consacré aux opérations courantes	Recrutement et maintien en fonction des employés	Autre
Toutes les provinces	18,3	37,2	16,3	13,3	38,4	39,0	9,4
Atlantique	20,2	41,8	14,0	11,2	35,3	33,3	7,6
Québec	10,4	31,8	13,6	15,9	30,3	35,8	9,3
Ontario	23,9	41,7	16,1	12,4	40,2	37,1	9,3
Manitoba	19,0	29,6	16,9	13,2	37,8	51,1	8,9
Saskatchewan	12,9	29,3	18,5	11,7	37,7	53,6	9,1
Alberta	17,7	34,0	18,2	12,2	42,7	42,9	9,7
Colombie-Britannique	17,0	38,7	19,0	13,7	43,2	40,6	10,4

Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011

Partie C : Les PME et l'innovation

Les entreprises innovent pour plusieurs raisons, entre autres pour se différencier sur les marchés, favoriser la croissance et, au bout du compte, assurer la survie de l'entreprise. Les PME canadiennes ne font pas exception. Bien que l'innovation soit souvent associée au développement et à la mise en marché de produits révolutionnaires, elle est en fait un processus continu de perfectionnement d'un ensemble d'aspects de l'entreprise (voir l'encadré).

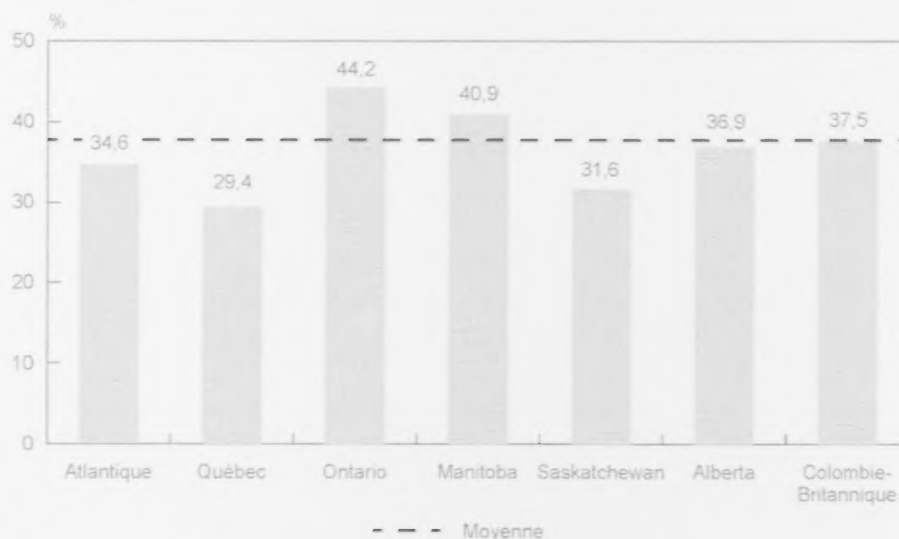
L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) définit quatre grands types d'innovation¹⁰ :

1. L'innovation de produit fait référence à l'introduction d'un bien ou d'un service nouveau. Ce type d'innovation inclut aussi l'amélioration considérable de biens ou de services existants.
2. L'innovation de procédé fait référence à la mise en œuvre de nouvelles méthodes de production ou de distribution, ainsi qu'à l'amélioration de méthodes de production ou de distribution existantes.
3. L'innovation d'organisation inclut la mise en œuvre de nouvelles méthodes organisationnelles relativement aux pratiques, à l'organisation du lieu de travail et aux relations extérieures de l'entreprise.
4. L'innovation de commercialisation inclut les améliorations à la conception des biens et des services ainsi que le développement de nouvelles stratégies de promotion, de placement et de tarification.

Entre 2009 et 2011, 37,8 % des PME canadiennes ont déclaré avoir mené au moins un projet d'innovation au cours des trois années précédentes (figure 5). C'est en Ontario (44,2 %) et au Manitoba (40,9 %) que l'on trouve les plus fortes proportions de PME ayant mené au moins un projet d'innovation durant cette période, alors que le Québec arrive au dernier rang (29,4 %).

10. Manuel d'Oslo : Principes directeurs pour le recueil et l'interprétation des données sur l'innovation, 3^e édition, OCDE, 2005.

Figure 5 : Pourcentage de PME qui ont mené au moins un projet d'innovation entre 2009 et 2011, par région ou province



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

Comme le montre le tableau 5, les types de projets d'innovation entrepris par les PME varient sensiblement selon la région et le type d'innovation. Environ une PME sur quatre à l'échelle du pays (23,7 %) a mené un projet d'innovation de produit au cours de la période 2009-2011. Pour ce qui est des autres grands types d'innovation, 14,5 % des PME ont mené un projet d'innovation de procédé, 14,9 % ont mené un projet d'innovation d'organisation et 16,6 % ont mené un projet d'innovation de commercialisation.

Parmi les provinces, il est possible de distinguer certaines tendances. Alors qu'en Ontario et au Manitoba les PME mènent dans deux catégories, le Québec se classe dernier dans les quatre catégories d'innovation.

**Tableau 5 : Types de projets d'innovation menés par les PME au cours de la période 2009-2011
(en % des PME)**

Province ou région	Bien ou service nouveau ou considérablement amélioré (Innovation de produit)	Méthode ou procédé de production nouveau ou considérablement amélioré (Innovation de procédé)	Nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques commerciales, l'organisation du lieu de travail ou les relations externes (Innovation d'organisation)	Une nouvelle façon de vendre les biens ou services (Innovation de commercialisation)
Toutes les provinces	23,7	14,5	14,9	16,6
Atlantique	18,6	14,9	15,8	15,8
Québec	17,7	10,6	10,0	11,8
Ontario	30,2	17,4	17,6	20,4
Manitoba	23,2	18,1	21,6	17,8
Saskatchewan	22,2	17,0	10,7	13,9
Alberta	21,4	12,8	14,6	12,9
Colombie-Britannique	22,3	13,3	15,1	18,5

Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

Les entreprises investissent d'importantes ressources financières dans des projets d'innovation pour plusieurs raisons stratégiques, notamment faire augmenter les ventes, faire baisser les coûts de production ou accroître leurs parts de marché. À l'échelle du pays, 69,9 % des PME qui ont innové entre 2009 et 2011 ont observé une hausse des ventes après la mise en œuvre de leurs projets d'innovation (tableau 6). En Saskatchewan, trois PME innovatrices sur quatre ont observé une hausse des ventes suite à la mise en œuvre de leurs projets d'innovation.

Dans l'ensemble du pays, seulement 8,7 % des PME innovatrices n'ont observé aucun résultat après la mise en œuvre de leurs projets d'innovation. Cette proportion varie de 7,0 % des PME innovatrices dans la région de l'Atlantique à 11,3 % en Alberta. Pour 35,4 % des PME qui ont innové entre 2009 et 2011, les projets d'innovation ont mené à une baisse des coûts de production. C'est en Saskatchewan que cette proportion est la plus forte (43,7 %), et au Québec qu'elle est la plus faible (28,9 %). En outre, 60,5 % des PME innovatrices du pays ont vu leurs parts de marché s'accroître suite à la mise en œuvre de leurs projets d'innovation. Au Québec, cette proportion grimpe à 67,4 %. Les tableaux 5 et 6 semblent indiquer que, même si la Saskatchewan a une proportion assez faible d'entreprises qui ont mené des projets d'innovation, la mise en œuvre de ces projets donne de très bons résultats.

Tableau 6 : Résultats de la mise en œuvre des projets d'innovation (en % des PME qui ont innové entre 2009 et 2011)

Province ou région	Hausse des ventes	Baisse des coûts	Augmentation de la part de l'entreprise sur le marché existant	Aucun résultat
Toutes les provinces	69,9	35,4	60,5	8,7
Atlantique	69,5	37,4	61,7	7,0
Québec	69,1	28,9	67,4	8,2
Ontario	71,0	37,0	59,8	9,4
Manitoba	73,1	40,1	64,4	—
Saskatchewan	75,0	43,7	60,8	—
Alberta	67,9	31,5	64,2	11,3
Colombie-Britannique	68,0	37,3	51,4	7,9

Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

Note : Afin de satisfaire aux exigences de confidentialité de la *Loi sur la statistique* ou en raison de la mauvaise qualité des données, certaines données ont été omises de l'analyse. Elles sont identifiées par un tiret.

Le tableau 7 présente les raisons principales pour lesquelles certaines PME ont choisi de ne pas entreprendre de projet d'innovation entre 2009 et 2011. À l'échelle du pays, 74,7 % des PME qui ont déclaré ne pas avoir innové durant cette période jugeaient que le marché n'avait pas besoin de nouveaux produits ou procédés; 4,1 % ont cité le manque de ressources financières et 1,7 %, le manque de personnel formé. Un nombre élevé de PME ont toutefois cité d'autres raisons (19,5 %). Quoique l'*Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises* ne spécifie pas ces raisons, d'autres enquêtes statistiques et travaux de recherche dans le domaine évoquent l'incertitude, le risque lié à la faisabilité, la lourdeur administrative et l'ignorance de programmes de subvention comme autres obstacles à l'innovation¹¹.

À l'échelle provinciale, c'est dans la région de l'Atlantique que l'on trouve le nombre le plus élevé de PME (82,7 %) ayant déclaré que le marché n'avait pas besoin de nouveaux produits ou procédés, alors que la proportion la plus faible était au Manitoba (66,1 %). Le manque de ressources financières est cité dans une proportion qui varie de 3 % pour le Québec à 5 % pour la Colombie-Britannique. En ce qui a trait au manque de personnel formé pour entreprendre de tels projets, c'est au Québec que cette proportion est la plus forte (2,6 %) et en Alberta qu'elle est la plus faible (0,2 %). Plusieurs raisons particulières propres à l'entreprise peuvent aussi

11. Dans l'*Enquête sur les petits exécutants de recherche et développement* de 2008 de Statistique Canada, 72 % des répondants ont indiqué ne pas connaître les programmes d'aide comme principale raison à ne pas avoir fait l'innovation. Dans l'*Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise* de 2009 de Statistique Canada, près de la moitié des répondants du secteur manufacturier et un tiers des autres secteurs ont identifié comme obstacle principal à l'innovation l'incertitude et le risque. Source : Statistique Canada, *Enquête sur les petits exécutants de recherche et développement*, 2008; Statistique Canada, *Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise*, 2009; Pierre Mohnen et Julio Rosa (1999), *Les obstacles à l'innovation dans les industries de services au Canada*, document de recherche n° 7, Statistique Canada.

justifier l'absence d'innovation (tableau 7). Ceci est particulièrement évident au Manitoba, où 28,3 % des PME qui n'ont pas mené de projet d'innovation entre 2009 et 2011 invoquaient à cet effet d'autres raisons que celles mentionnées dans l'enquête.

Tableau 7 : Raisons principales pour lesquelles les entreprises n'ont pas mené de projets d'innovation entre 2009 et 2011 (en % des PME qui n'ont pas innové entre 2009 et 2011)

Province ou région	Le marché n'a pas besoin de nouveaux produits ou procédés / L'entreprise n'a pas besoin d'innover / L'innovation ne fait pas partie du plan d'affaires de l'entreprise	Manque de ressources financières pour mener des projets d'innovation	Manque de personnel formé pour mener des projets d'innovation	Autres raisons
Toutes les provinces	74,7	4,1	1,7	19,5
Atlantique	82,7	4,4	1,4	11,5
Québec	78,3	3,0	2,6	16,1
Ontario	74,3	4,4	0,5	21,0
Manitoba	66,1	—	—	28,3
Saskatchewan	73,5	—	—	18,3
Alberta	76,6	3,3	0,2	19,8
Colombie-Britannique	75,9	5,0	1,9	17,2

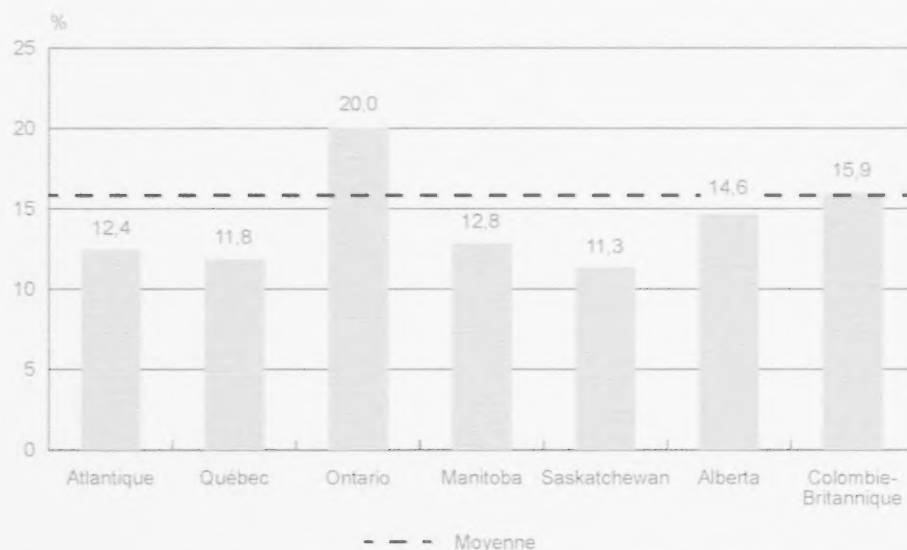
Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

Note : Afin de satisfaire aux exigences de confidentialité de la *Loi sur la statistique* ou en raison de la mauvaise qualité des données, certaines données ont été omises de l'analyse. Elles sont identifiées par un tiret.

Au Canada, l'Office de la propriété intellectuelle est chargé de réglementer l'attribution et la protection des droits de propriété intellectuelle qui protègent les innovations. Les droits de propriété intellectuelle assurent l'usage exclusif des innovations et sont des actifs incorporels qui peuvent être échangés sur les marchés¹². Traditionnellement, plus l'entreprise est de grande taille, plus elle sera encline à détenir des droits de propriété intellectuelle. De plus, les droits de propriété intellectuelle sont particulièrement importants pour les entreprises qui offrent un produit à haute valeur ajoutée. Dans l'ensemble des provinces, 15,8 % des PME possèdent au moins un type de propriété intellectuelle. À l'échelle provinciale, c'est en Ontario que cette proportion est la plus forte, avec 20 % des PME de la province, suivi de la Colombie-Britannique avec 15,9 % (figure 6). Cependant, les autres provinces ou régions sont sous la moyenne canadienne. L'Alberta (14,6 %) se situe juste en deçà de la moyenne, les provinces avec les proportions les plus faibles étant la Saskatchewan (11,3 %), le Québec (11,8 %) et la région de l'Atlantique (12,4 %).

12. Bien qu'il existe une large gamme de types de droits de propriété intellectuelle, les plus communs sont les marques de commerce, les brevets, les dessins industriels déposés, les secrets commerciaux et les accords de non-divulgence.

Figure 6 : Pourcentage de PME qui possèdent un type de propriété intellectuelle, par région ou province



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

Partie D : Les PME sur les marchés internationaux

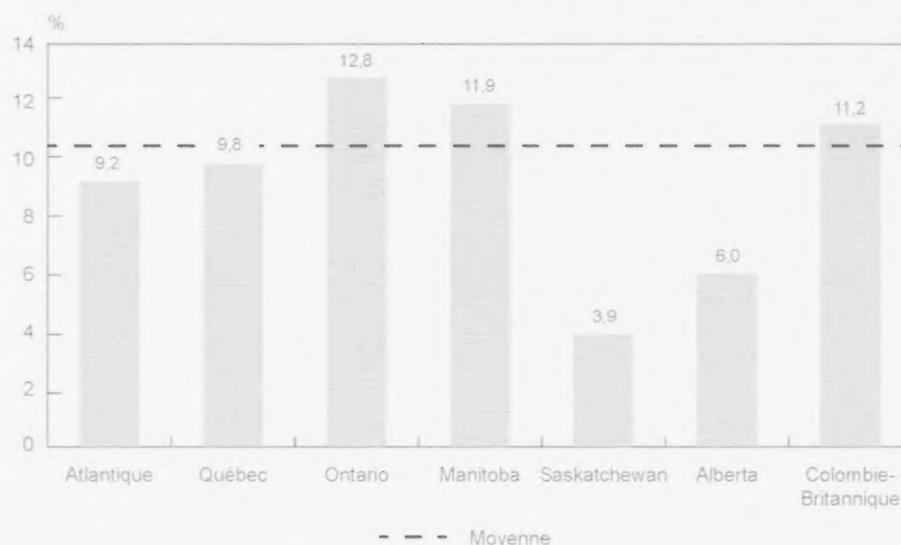
L'exportation au sein des PME

En 2011, 10,2 % des petites entreprises et 34,4 % des entreprises de taille moyenne ont exporté des biens ou des services. Les entreprises canadiennes, toutes tailles confondues, ont à leur bilan des exportations de biens d'une valeur totale d'environ 374 milliards de dollars pour 2011¹³; les petites entreprises expliquent 23,9 % de ce montant, les entreprises de taille moyenne, 16,2 %, et les grandes entreprises, 59,9 %.

La proportion de PME exportatrices varie considérablement d'une région à l'autre. En 2011, 12,8 % des PME de l'Ontario et 11,9 % des PME du Manitoba ont exporté, comparativement à 3,9 % des PME de la Saskatchewan et à 6 % des PME de l'Alberta (figure 7).

13. Statistique Canada, *Registre des exportateurs*, 2011.

Figure 7 : Pourcentage de PME qui ont exporté des biens ou des services en 2011, par région ou province



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

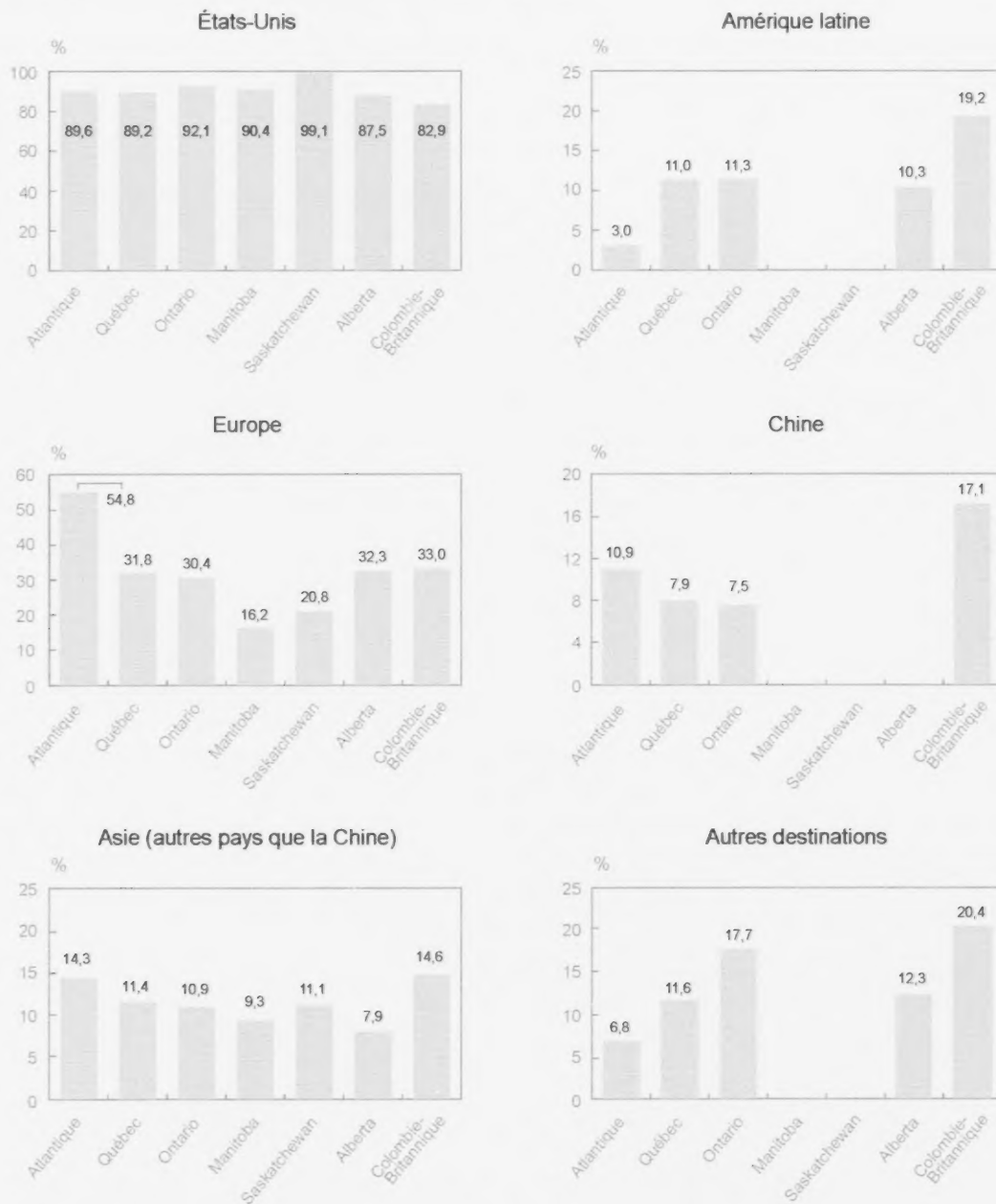
Marchés d'exportation des PME

Les PME qui exportent le font dans plusieurs parties du monde. En effet, les principaux marchés d'exportation en 2011 étaient les États-Unis (89,3 % des PME exportatrices) et l'Europe (32,1 %) ¹⁴. Même si ces deux marchés étaient importants pour toutes les provinces, cette tendance était plus marquée dans certaines d'entre elles. Par exemple, la quasi-totalité des PME exportatrices de la Saskatchewan (99,1 %) ont exporté aux États-Unis et plus de la moitié des PME de la région de l'Atlantique (54,8 %) ont exporté en Europe (figure 8).

Toutefois, la Colombie-Britannique se démarque des autres provinces à ce chapitre. En effet, quoique les États-Unis demeurent une destination importante pour les exportations des PME de la Colombie-Britannique (82,9 %), celles-ci affichent une forte diversification des marchés d'exportations hors États-Unis : Europe (33 %), Amérique latine (19,2 %), Chine (17,1 %), Asie (autres pays que la Chine) (14,6 %) et autres destinations (20,4 %).

14. Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

Figure 8 : Marchés des PME exportatrices en 2011 (en %)



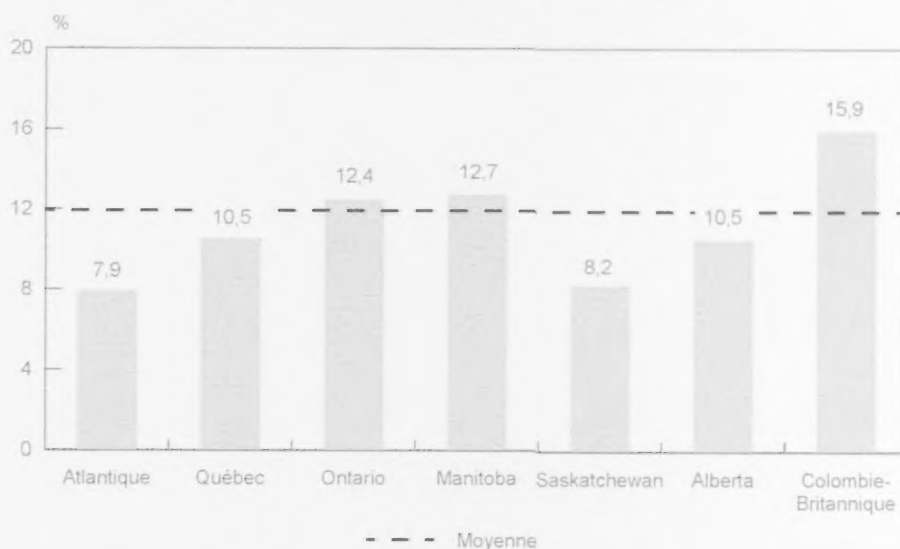
Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011

Note : Pour des raisons de confidentialité, les exportations en direction de l'Amérique latine et des autres destinations ne sont pas disponibles pour les provinces du Manitoba et de la Saskatchewan, et les exportations en direction de la Chine ne sont pas disponibles pour les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta.

Projets d'expansion des PME sur les marchés internationaux

Les gestionnaires adaptent la stratégie d'exportation de leur entreprise selon leur niveau d'expérience, selon le contexte économique et selon la santé financière de leur entreprise. Certaines entreprises exportent dès leur démarrage, alors que d'autres font le choix d'exporter sur les marchés internationaux lorsque l'entreprise a atteint un certain niveau de maturité. En 2011, 11,9 % des PME avaient l'intention de prendre de l'expansion sur les marchés internationaux au cours des trois prochaines années (figure 9). Ces PME comprennent à la fois les PME qui exportent déjà et celles qui aimeraient étendre leurs exportations vers d'autres pays, ainsi que les PME qui n'exportent pas mais qui aimeraient se lancer sur les marchés internationaux. La Colombie-Britannique arrive en tête, avec 15,9 % des PME de la province qui ont l'intention de prendre de l'expansion sur les marchés internationaux entre 2012 et 2014, et c'est en Atlantique que l'on trouve la plus faible proportion avec seulement 7,9 % des PME de la région ayant une telle intention.

Figure 9 : Pourcentage de PME qui ont l'intention de prendre de l'expansion sur les marchés internationaux entre 2012 et 2014, par région ou province

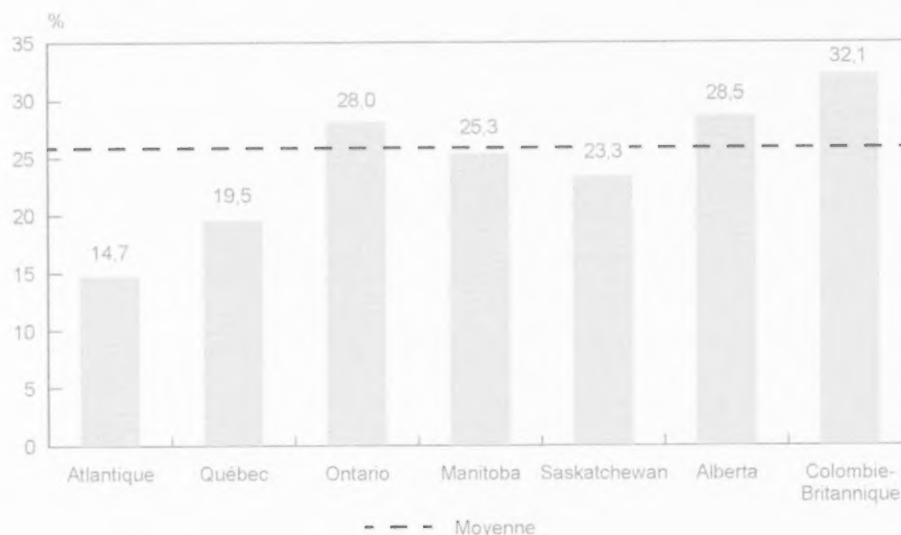


Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

L'importation au sein des PME

La proportion de PME qui importent des biens et services de l'étranger est considérablement plus importante que la proportion de PME exportatrices (figure 10). À l'échelle du pays, 25,8 % des PME ont déclaré avoir importé des biens ou des services en 2011. C'est en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario que ces proportions sont les plus fortes, avec respectivement 32,1 %, 28,5 % et 28 % de PME importatrices. La région de l'Atlantique est celle où la proportion de PME qui ont importé en 2011 est la plus faible (14,7 %). Dans toutes les régions, la proportion de PME qui ont importé des biens ou des services en 2011 dépasse celle des PME qui ont exporté des biens ou des services durant la même année.

Figure 10 : Pourcentage de PME qui ont importé des biens ou des services en 2011, par région ou province



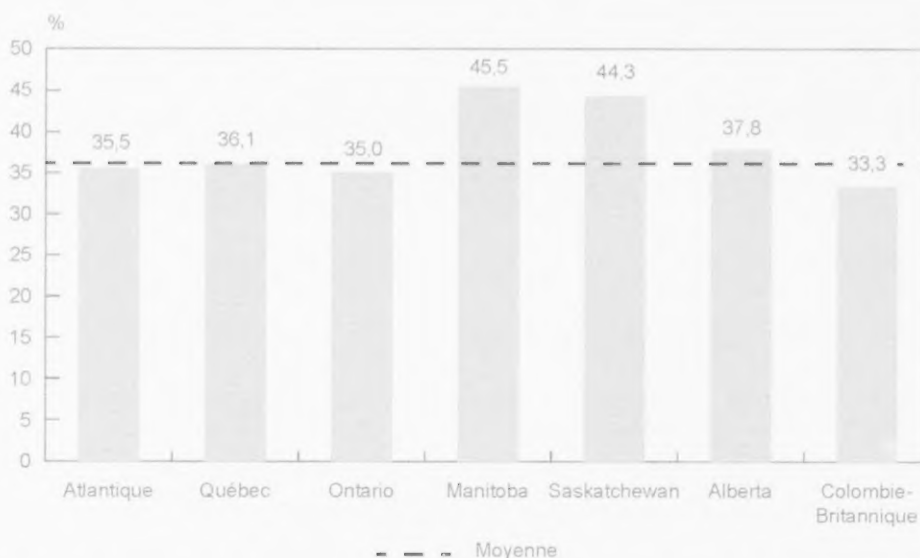
Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes*, 2011.

Partie E : Demandes de financement externe des PME

Lorsqu'une entreprise ne dispose pas de suffisamment de fonds à l'interne, elle doit se tourner vers des sources de financement externes pour combler différents besoins financiers. Parmi ces besoins variés, mentionnons l'acquisition de bâtiments, de matériel et d'équipement; la recherche-développement; le démarrage d'entreprise ou l'acquisition d'entreprises existantes; l'expansion des opérations sur les marchés internationaux; et le financement quotidien des opérations.

En 2011, 36 % des PME dans l'ensemble des provinces ont fait une demande de financement externe (figure 11). Au Manitoba et en Saskatchewan, un peu plus de quatre PME sur dix ont fait une demande de financement externe, comparativement à seulement une PME sur trois en Ontario.

Figure 11 : Pourcentage de PME qui ont fait une demande de financement externe en 2011, par région ou province



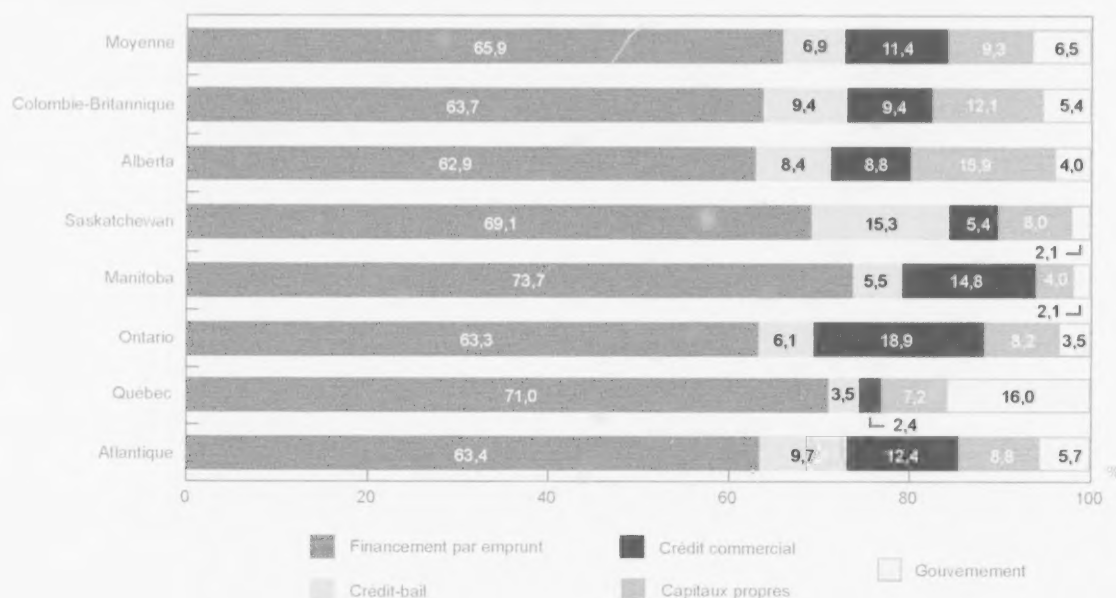
Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

La même année, 65,9 % de la valeur totale des montants approuvés par différents types de prêteurs provenaient du financement par emprunt (figure 12). Cette source de financement regroupe les prêts à court terme et hypothécaires, les marges de crédit et les cartes de crédit. La deuxième source la plus importante de financement était le crédit commercial accordé par les fournisseurs de biens et services aux PME (11,4 %). Le financement par capitaux propres sous forme de capital de risque ou de prêts des employés, amis et parents des propriétaires

de PME représentait 9,3 % du total des montants autorisés. La valeur des montants autorisés en crédit-bail pour la location d'équipement et immeuble représentait 6,9 % du total, tandis que la valeur des montants accordés par le biais des institutions financières publiques et des programmes gouvernementaux représentait 6,5 % du montant total en financement autorisé aux PME en 2011.

Au Manitoba, 73,7 % de la valeur totale des montants autorisés provenait du financement par emprunt, comparativement à un peu plus de 63 % dans la région de l'Atlantique, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. Les montants autorisés en crédit-bail ont représenté 15,3 % de la valeur totale des montants autorisés en Saskatchewan, comparativement à 3,5 % au Québec. Le crédit commercial est un mode de financement beaucoup plus important en Ontario (18,9 %) et au Manitoba (14,8 %) qu'en Saskatchewan (5,4 %). En ce qui a trait au financement par capitaux propres, il est davantage utilisé en Alberta (15,9 %) et en Colombie-Britannique (12,1 %) que dans les autres provinces (entre 7 % et 9 %), et plus particulièrement au Manitoba (4 %). Il faut également noter qu'au Québec, 16 % de la valeur totale des montants approuvés provenaient des institutions financières publiques et des programmes gouvernementaux, comparativement à moins de 6 % dans toutes les autres régions.

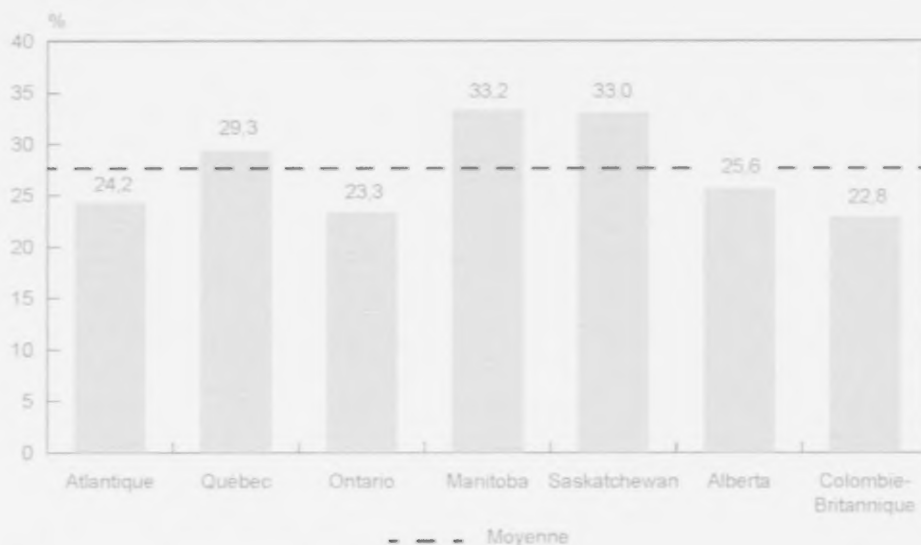
Figure 12 : Répartition de la valeur totale des montants autorisés, selon le type de financement demandé et la région ou la province, 2011



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

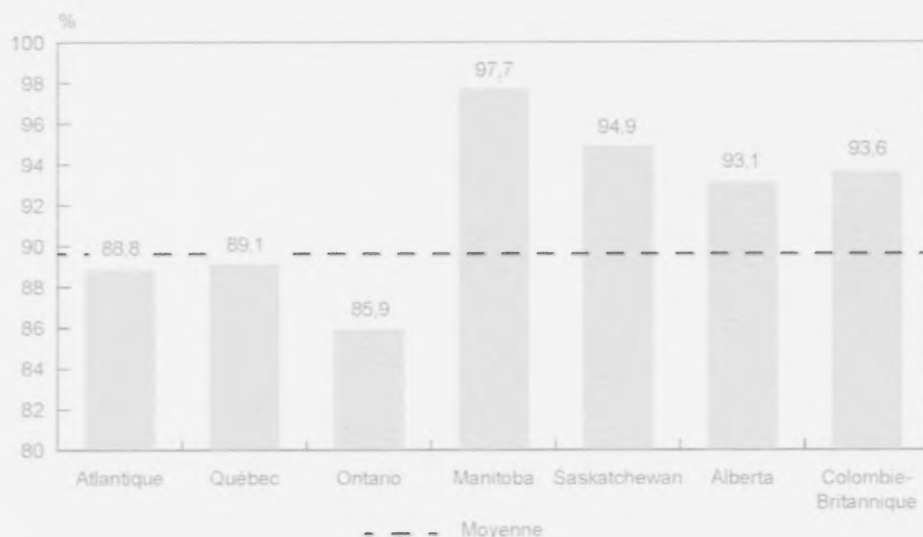
En 2011, un peu plus d'une PME sur quatre dans l'ensemble des régions a fait une demande de financement par emprunt (figure 13), et près de 90 % de ces demandes ont été approuvées en partie ou en totalité (figure 14). Au Manitoba et en Saskatchewan, environ 33 % des PME ont effectué une demande de financement par emprunt et environ 95 % d'entre elles ont été approuvées en partie ou en totalité. En Colombie-Britannique et en Ontario, environ 23 % des PME ont fait une demande de financement par emprunt. Cependant, 93,6 % des demandes des PME de la Colombie-Britannique ont été autorisées en partie ou en totalité, comparativement à 85,9 % des demandes effectuées par les PME de l'Ontario.

Figure 13 : Pourcentage de PME qui ont fait une demande de financement par emprunt en 2011, par région ou province



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

Figure 14 : Taux d'approbation* des demandes de financement par emprunt en 2011, par région ou province



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

* Approbation complète ou partielle du montant demandé.

Partie F : Profil démographique des propriétaires de PME

À l'instar du profil démographique de la société canadienne, le profil démographique des propriétaires majoritaires et directeurs généraux des PME dans les provinces est caractérisé par la diversité et le changement. Un nombre important de PME appartiennent aujourd'hui à des femmes, des jeunes entrepreneurs ou des immigrants. Les données du présent rapport montrent cependant que le profil démographique des propriétaires de PME ne reflète pas toujours celui de la société canadienne.

Femmes entrepreneures¹⁵

La proportion de PME où les femmes détiennent entre 1 % et 100 % des parts de l'entreprise va de 53,7 % dans les Prairies à 37,8 % au Québec (tableau 8). Pour la catégorie où les femmes détiennent 50 % des parts de l'entreprise, c'est dans la région des Prairies (23,4 %) et en Colombie-Britannique (21,9 %) que la proportion est la plus importante, et au Québec qu'elle est la plus faible (9,7 %). Dans la catégorie où les femmes détiennent 100 % des parts de l'entreprise, c'est dans la région de l'Atlantique (16,9 %) et au Québec (15 %) que cette proportion est la plus élevée, et dans la région des Prairies qu'elle est la plus faible (11,1 %).

15. Afin de satisfaire aux exigences de confidentialité de la *Loi sur la statistique* ou en raison de la mauvaise qualité des données, les données sur le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta ont été regroupées dans cette section pour former la région des Prairies.

Tableau 8 : Pourcentage des parts de l'entreprise détenues par des femmes (en % des PME)

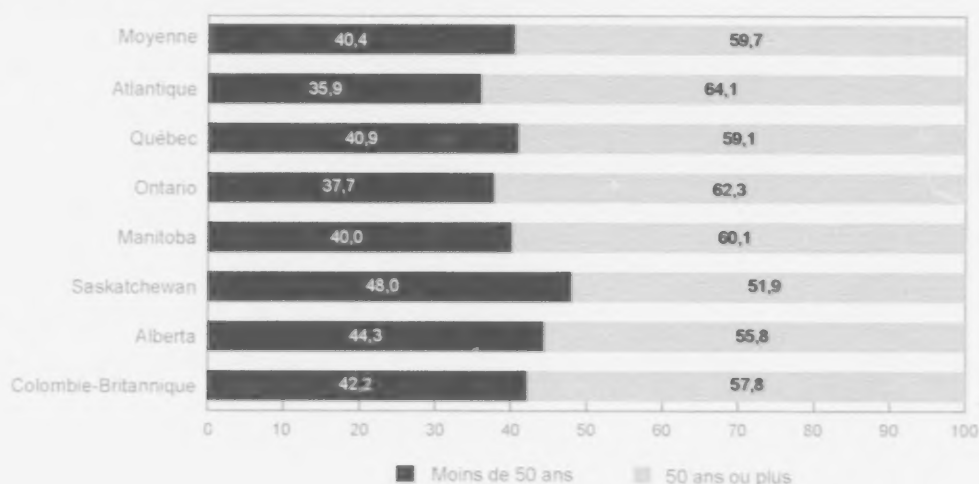
Province ou région	0 %	de 1 % à 49 %	50 %	de 51 % à 99 %	100 %	1 % à 100 %
Toutes les provinces	53,9	12,5	18,1	2,1	13,4	46,1
Atlantique	52,4	12,5	15,1	3,0	16,9	47,5
Québec	62,3	10,6	9,7	2,5	15,0	37,8
Ontario	54,3	11,8	19,0	1,8	13,2	45,8
Prairies	46,3	16,6	23,4	2,6	11,1	53,7
Colombie-Britannique	52,1	11,2	21,9	1,5	13,3	47,9

Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

Âge des entrepreneurs

La figure 15 montre la répartition des PME selon l'âge du propriétaire majoritaire ou du directeur général. Dans chaque région ou province du Canada, les PME avec un propriétaire majoritaire ou un directeur général de 50 ans ou plus comptent pour plus que la moitié des PME. C'est dans la région de l'Atlantique (64,1 %), en Ontario (62,3 %) et au Manitoba (60,1 %) que l'on trouve les plus grandes proportions de PME avec un propriétaire majoritaire ou un directeur général de 50 ans ou plus, alors que la Saskatchewan (51,9 %) et l'Alberta (55,8 %) affichent les plus faibles proportions.

Figure 15 : Répartition des PME selon l'âge du propriétaire majoritaire ou du directeur général (en % des PME), par région ou province

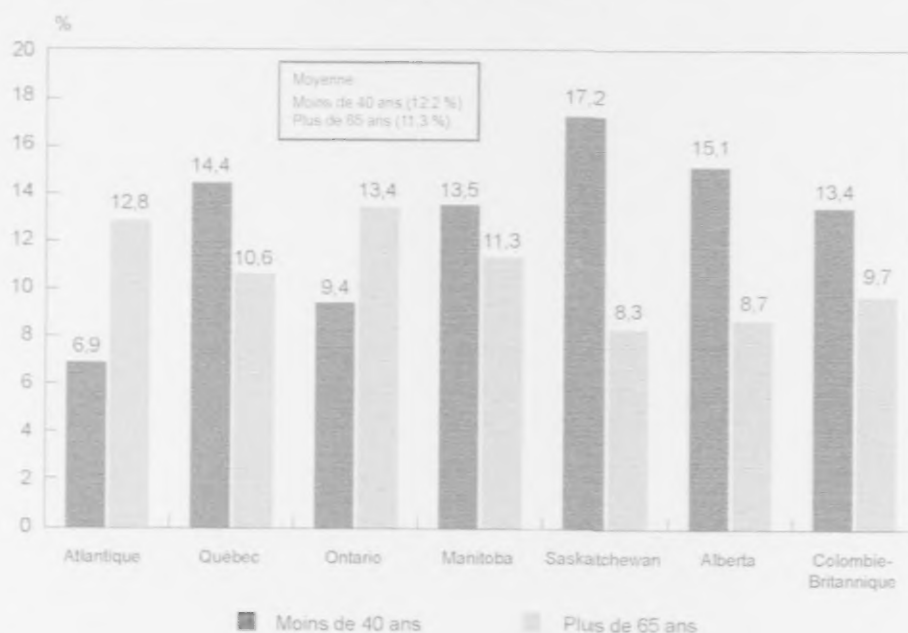


Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

Note : L'addition des nombres pourrait être différente du total de 100 % puisque les chiffres sont arrondis.

Si on compare les proportions de PME ayant à leur tête un jeune entrepreneur¹⁶ (moins de 40 ans) et de celles ayant à leur tête un dirigeant de plus de 65 ans, on obtient un portrait qui varie considérablement selon la région (figure 16). Deux régions, soit la région de l'Atlantique et la province de l'Ontario, ont plus de PME avec un dirigeant de plus de 65 ans que de PME avec un dirigeant de moins de 40 ans. C'est aussi dans ces deux régions que l'on trouve les plus fortes proportions de PME avec un dirigeant de plus de 65 ans (13,4 % pour l'Ontario et 12,8 % pour la région de l'Atlantique). Toutes les autres régions ont davantage de PME avec un dirigeant de moins de 40 ans que de PME avec un dirigeant de plus de 65 ans. C'est en Saskatchewan (17,2 %) et en Alberta (15,1 %) que l'on trouve les plus grandes proportions de PME dirigées par de jeunes entrepreneurs, la région de l'Atlantique (6,9 %) et l'Ontario (9,4 %) comptant les plus faibles proportions.

Figure 16 : Pourcentage de PME ayant à leur tête un propriétaire ou un directeur général de moins de 40 ans et pourcentage de PME ayant à leur tête un propriétaire ou un directeur général de plus de 65 ans, par région ou province



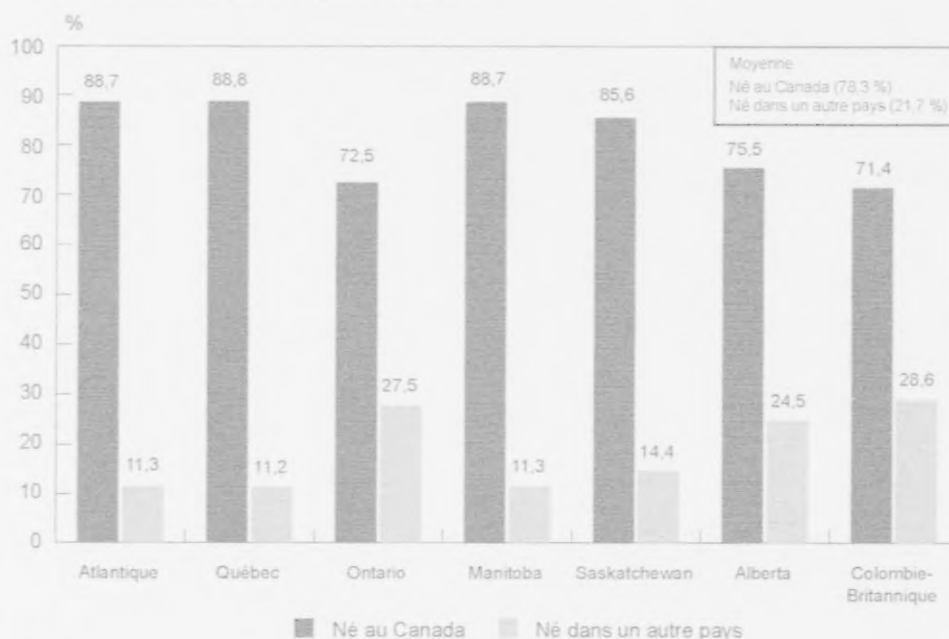
Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

16. Selon la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs (FCJE), un jeune entrepreneur est un entrepreneur ayant entre 18 et 39 ans.

Entrepreneurs immigrants

En 2011, 21,7 % des PME avaient un propriétaire majoritaire ou un directeur général né à l'extérieur du Canada (figure 17). C'est en Colombie-Britannique (28,6 %), en Ontario (27,5 %) et en Alberta (24,5 %) que les proportions de PME avec un propriétaire majoritaire ou un directeur général né à l'extérieur du Canada sont les plus élevées, alors qu'elles sont les moins élevées dans la région de l'Atlantique (11,3 %), au Québec (11,2 %) et au Manitoba (11,3 %).

Figure 17 : Lieu de naissance du propriétaire majoritaire ou du directeur général de l'entreprise (en % des PME), par région ou province



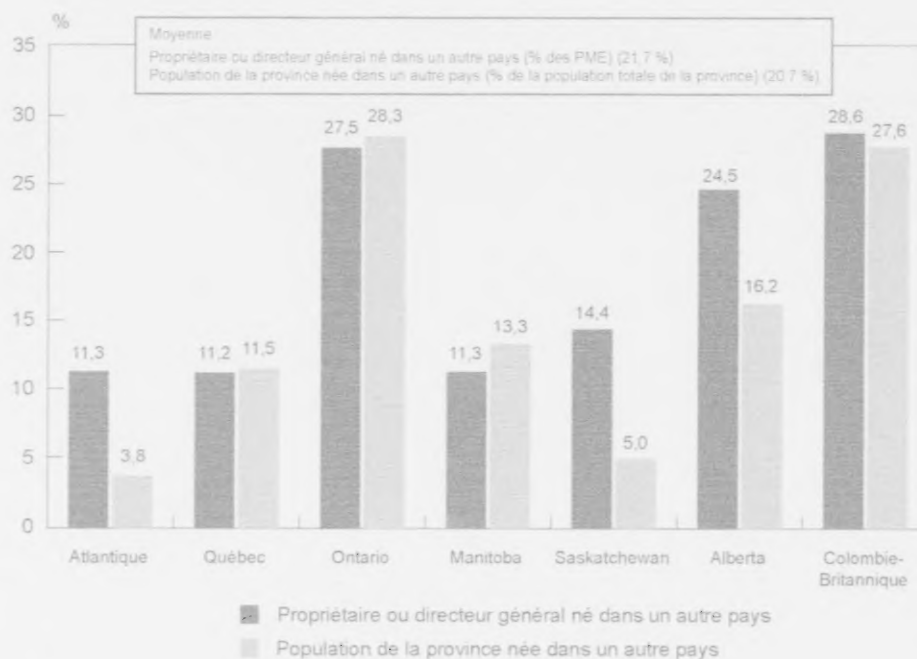
Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

La figure 18 donne une comparaison entre la proportion de PME dont le propriétaire majoritaire ou le directeur général est né à l'extérieur du Canada et la proportion d'immigrants par rapport à la population totale dans la région¹⁷. Cette comparaison permet de mettre en lumière la représentation des immigrants au sein des postes de direction des PME. En moyenne pour toutes les provinces, la proportion de PME dont le propriétaire majoritaire ou le directeur général est né à l'extérieur du Canada est plus élevée (21,7 %) que la proportion de personnes nées à l'étranger dans les provinces (20,7 %). Il est intéressant de constater qu'en Saskatchewan et dans la région de l'Atlantique, cette proportion est environ trois fois supérieure à la proportion de

17. Les données sur la population immigrante dans les régions sont tirées du Recensement canadien de 2006, faute de données disponibles sur l'immigration provenant du Recensement canadien de 2011. Bien que les proportions d'immigrants dans les provinces aient pu subir de légères variations entre 2006 et 2011, rien n'indique qu'elles aient changé de manière significative.

personnes nées à l'étranger dans ces régions. Quoique les deux proportions soient relativement similaires dans la plupart des autres provinces, la proportion de dirigeants nés en dehors du Canada est légèrement inférieure à celle de la population immigrante dans ces provinces.

Figure 18 : Pourcentage de PME dont le propriétaire majoritaire ou le directeur général est né à l'extérieur du Canada et pourcentage de la population immigrante dans la province ou la région



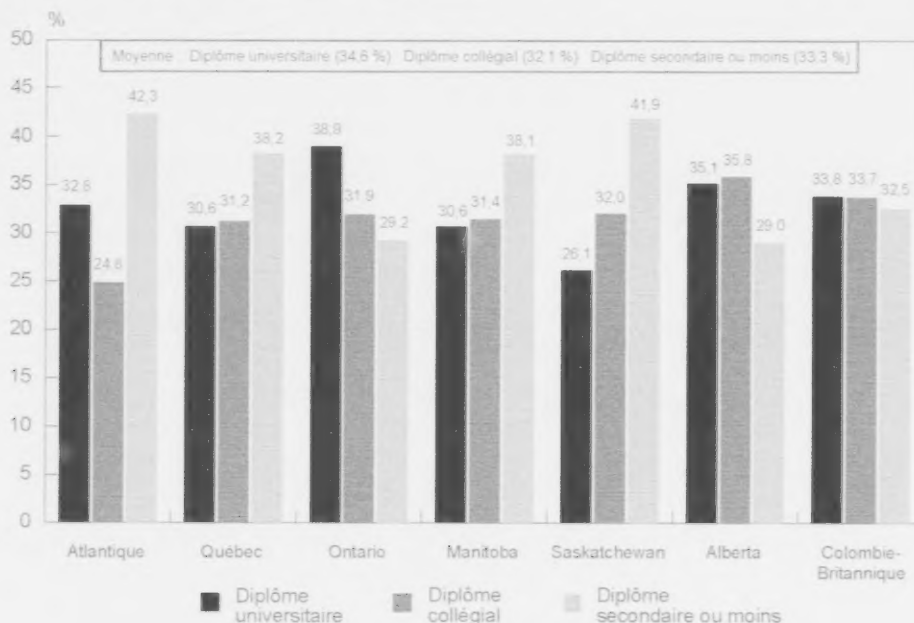
Sources : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011; Statistique Canada, *Enquête nationale auprès des ménages*, 2011.

Niveau d'éducation et années d'expérience des entrepreneurs

En moyenne, la ventilation par niveau d'éducation des propriétaires majoritaires ou des directeurs généraux de PME montre une répartition relativement égale entre ceux qui ont un diplôme d'études universitaires (34,6 %), un diplôme d'études collégiales (32,1 %) ou un diplôme d'études secondaires ou moins (33,3 %) (figure 19). À l'échelle des provinces, la proportion de ceux qui possèdent un diplôme d'études universitaires est la plus élevée en Ontario (38,9 %), suivi par l'Alberta (35,1 %), alors que c'est en Saskatchewan qu'elle est la plus faible (26,1 %).

La figure 19 montre également que la proportion de PME dont le propriétaire majoritaire ou le directeur général possède un diplôme d'études secondaires ou moins est relativement élevée dans la région de l'Atlantique (42,3 %) ainsi qu'en Saskatchewan (41,9 %).

Figure 19 : Niveau d'éducation du propriétaire majoritaire ou du directeur général de l'entreprise (en % des PME), par région ou province



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

Outre le niveau d'éducation, le nombre d'années d'expérience en tant que gestionnaire d'entreprise joue aussi un rôle important dans la capacité du gestionnaire à relever les défis de la réalité entrepreneuriale. Le tableau 9 montre la répartition des PME selon le nombre d'années d'expérience du propriétaire majoritaire ou du directeur général en tant que gestionnaire d'entreprise.

Dans l'ensemble des provinces, environ trois PME sur quatre (77,2 %) ont un propriétaire majoritaire ou un directeur général ayant accumulé plus de 10 années d'expérience en tant que gestionnaire d'entreprise. Cette proportion varie de 74 % en Colombie-Britannique à 79,6 % au Manitoba. En moyenne, 95 % des PME ont un propriétaire majoritaire ou un directeur général ayant accumulé plus de cinq années d'expérience en tant que gestionnaire d'entreprise.

Tableau 9 : Répartition des PME selon le nombre d'années d'expérience du propriétaire majoritaire ou du directeur général en tant que gestionnaire d'entreprise (en % des PME)

Province ou région	Moins de 5 ans	Entre 5 et 10 ans	Plus de 10 ans
Toutes les provinces	5,0	17,8	77,2
Atlantique	6,3	18,3	75,3
Québec	6,4	16,3	77,3
Ontario	4,9	15,9	79,2
Manitoba	4,7	15,7	79,6
Saskatchewan	6,6	17,9	75,6
Alberta	3,0	20,0	77,0
Colombie-Britannique	4,0	21,9	74,0

Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

Conclusion

Cette édition spéciale des *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* présente des données sur le nombre, la répartition, la croissance et d'autres caractéristiques des petites et moyennes entreprises (PME) dans les provinces canadiennes. Ces données ont permis de mettre en relief certaines différences selon la taille de l'entreprise, en plus de fournir des détails sur l'emplacement géographique et le secteur industriel.

Quoique cette compilation de statistiques ait mis en évidence le caractère très diversifié des entreprises à l'échelle des provinces, elle a aussi montré l'importance des PME dans le paysage économique provincial.